

*Initiatives ministérielles*

gouvernement favorise le principe visant à enrichir les plus riches et à appauvrir les plus pauvres.

Je me souviens très bien, entre autres, des coupures de ce gouvernement en matière de logement social. Dès notre arrivée en ce Parlement, nous avons dénoncé le retrait du fédéral en cette matière, et plus spécifiquement son retrait au financement direct de la construction de nouveaux logements sociaux.

Les députés d'en face avaient pourtant déchiré leur chemise sur cette question, alors qu'ils formaient l'opposition officielle, décriant ainsi les politiques inhumaines et immorales des conservateurs.

Malgré les appels des petites gens nécessiteux de logements sociaux et des plus démunis qui doivent en grande majorité dépenser plus de 50 p. 100 de leur revenu pour se loger, malgré leur appel au gouvernement, le couteau a poursuivi son travail. Résultat: les démunis ont grand besoin de logements et ce sont les provinces qui ramassent les pots cassés causés par le retrait du fédéral. C'est honteux d'agir de cette façon.

Les lignes directrices du ministre demeurent les mêmes et elles sont facilement identifiables. Elles visent directement à réduire le déficit sur le dos des petits et moyens contribuables, tout en pelletant son déficit dans la cour des provinces. Il n'est pas nécessaire d'être spécialiste pour voir clair dans le jeu de ce gouvernement. Le déficit représente la hantise du ministre des Finances et il ne recule devant rien pour s'en débarrasser. Une des façons qu'il privilégie pour arriver à ses fins est de piger directement dans la Caisse de l'assurance-chômage, à laquelle participent travailleurs et employeurs.

Le surplus de cette caisse, nommé Compte d'assurance-chômage, servira à réduire le déficit de cinq milliards de dollars, cinq milliards soutirés des poches des travailleurs et employeurs et ce sur le dos des chômeurs, tout en n'ayant rien à mettre de l'avant pour créer des emplois durables.

Et ce montant prévu pour 1995-1996 l'est aussi pour chacune des prochaines années. C'est une taxe, une taxe déguisée qui nous fera dorénavant nommer l'assurance-chômage l'assurance-déficit du fédéral. Le but de ce régime est ainsi totalement dénaturé, voire tordu par les libéraux.

• (1540)

À ce sujet, un groupe de travail sur l'assurance-chômage, constitué par l'Institut canadien des actuaires, affirmait dans son rapport, et je cite: «Étant donné que le programme d'assurance-chômage est entièrement autofinancé à même les cotisations des employés et des entreprises, le mécanisme actuel fausse les résultats budgétaires du gouvernement.»

En somme, l'ICA affirme que le solde du compte d'assurance-chômage ne devrait pas avoir d'effet sur le déficit du fédéral, comme c'est le cas actuellement. Le surplus est de cinq milliards de dollars pour l'année fiscale 1995-1996. Si nous ajustons le déficit pour tenir compte de ce surplus, le solde budgétaire se situera à 37,7 milliards de dollars et non pas à 32,7 milliards de dollars.

Ce choix des libéraux de piger dans cette caisse est inacceptable. La grogne commence d'ailleurs à monter dans plusieurs régions du pays. Les travailleurs considèrent que cet argent leur appartient.

Le ministre des Finances a admis lui-même que le surplus annuel servait à réduire son déficit, contredisant complètement notre chère ministre du Travail, celle qui décriait le fédéral il y a peu, qui affirmait récemment au *Point* que le gouvernement mettait de côté, dans une réserve à part, ce surplus et qu'il ne serait pas utilisé pour diminuer le déficit du fédéral. Quelle connaissance! Quelle belle démonstration de manque de savoir de notre ministre favorite, et du travail en plus.

Autre sujet très à la mode ces temps-ci, les pensions de vieillesse. Pour atteindre sa pseudo-cible de 17 milliards de dollars de déficit en 1997-1998, le fédéral devra mettre en place des compressions budgétaires de plusieurs milliards de dollars. À sa sortie de la présentation de la mise à jour économique et financière, le ministre des Finances a clairement exprimé son intention de couper dans les pensions de vieillesse lors de la révision annoncée dans son dernier budget. Encore une fois, ce sont les petits qui en paieront le prix. Le Bloc québécois est farouchement opposé à de telles coupures qui affecteront les conditions de vie de nos aînés.

Il est clair que les travailleurs, les chômeurs, les aînés et les mal logés aussi ne font pas partie de ce cercle d'amis dont je parlais plus tôt. Il est clair aussi que le fédéral n'écoute pas ces gens, ni ne considère leurs préoccupations. Exception. On les écoute avant les élections et surtout avant les référendums tenus au Québec. Le ministre des Finances a d'ailleurs retardé délibérément sa comparution au Comité des finances cette année, justement pour ne pas choquer l'opinion de ces gens. Le courage politique n'est certes pas né avec l'avènement de ce gouvernement. On a la colonne plutôt molle de l'autre côté de la Chambre.

Une autre trouvaille des libéraux pour réduire leur déficit consiste tout bêtement à le pelleter dans la cour des provinces. Le fédéral réduit son déficit au prix d'une augmentation des déficits provinciaux. Il ne s'attaque pas au déficit total supporté par les contribuables, il le décentralise. En effet, les coupures annuelles de 2,4 milliards de dollars dans l'assurance-chômage ont eu pour effet de faire augmenter les dépenses d'aide sociale des provinces. L'année prochaine, ce sera encore pire, puisqu'Ottawa effectuera des coupures supplémentaires à l'assurance-chômage de deux milliards de dollars.

De plus, les coupures du dernier budget effectuées dans les transferts aux provinces se traduiront par un manque à gagner, pour les provinces, de 2,5 milliards en 1996-1997 et de 4,5 milliards en 1997-1998. Les politiques du fédéral forcent les provinces à augmenter leur déficit ou à couper dans les services à la population, puisque les coupures à l'assurance-chômage augmentent les dépenses des provinces et les coupures dans les transferts réduisent leurs revenus.

À l'ampleur des coupures annoncées dans les transferts, ce n'est plus du pelletage, mais bien du soufflage de déficit que l'on effectue. Ce n'est plus à la pelletée mais à coups de voyage de camions 10 roues que le fédéral envoie son déficit dans la cour